



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le vendredi 6 juin 2014 — N° 12

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Féliciter M. Ali Eddoughmi pour son acte de bravoure.*
- Le député de Bonaventure sur le sujet suivant : *Souligner les Journées de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.*
- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Hommage à M. Simon Colletti, Mme Madeleine Niding et l'Escadron 710 de Sainte-Rose.*
- Le député de Borduas sur le sujet suivant : *70^e anniversaire des Marchés Pepin.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Marche contre la douleur de la Société de l'arthrite.*
- La députée de Gouin sur le sujet suivant : *Hommage à l'Écho des femmes de la Petite Patrie.*
- Le député de Fabre sur le sujet suivant : *Hommage à M. Dany Laviolette et souligner la participation des élèves du primaire au Grand défi Pierre Lavoie.*
- Le député de Lévis sur le sujet suivant : *Grand saut au profit du futur Centre régional intégré en cancérologie de l'Hôtel-Dieu de Lévis.*
- La députée de l'Acadie sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire de l'Union des familles d'Ahuntsic.*
- La députée de Vachon sur le sujet suivant : *Souligner le 20^e anniversaire de Certex, entreprise d'économie sociale en recyclage à Saint-Hubert.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents

- b) rapports de commissions**
- c) pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 2
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance
Présenté par la ministre de la Famille le **22 mai 2014**
- 3) Projet de loi n° 5
Loi modifiant la Loi limitant les activités pétrolières et gazières et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **2 juin 2014**

Étude détaillée en commission

- 4) Projet de loi n° 1
Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 22 mai 2014
Principe adopté le 3 juin 2014, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **4 juin 2014**

- 5) **Projet de loi n° 4**
Loi modifiant la Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **26 mai 2014**
Principe adopté le **3 juin 2014**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 6) **Projet de loi n° 190**
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

- 7) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2015 déposés par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **4 juin 2014** et renvoyés pour étude aux commissions permanentes compétentes le **4 juin 2014**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 52
Loi concernant les soins de fin de vie
Adopté le **5 juin 2014**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES](#)

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 1**, Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal (mandat confié le 3 juin 2014).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 4**, Loi modifiant la Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic (mandat confié le 3 juin 2014).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 2**, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (mandat confié le 3 juin 2014).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

- 1) M. Bonnardel (Granby) – **6 juin 2014**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

À l'article 56 de la Loi sur l'instruction publique, il est prévu que « le conseil d'établissement choisit son président parmi les représentants des parents qui ne sont pas membres du personnel de la commission scolaire ».

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport peut-il nous expliquer quels gestes son ministère ou lui-même poseraient dans un cas où tous les parents élus sur le conseil d'établissement seraient également des employés de la commission scolaire ?

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport peut-il nous expliquer quelles sont les obligations du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport lorsqu'une commission scolaire ne fait pas respecter soit la Loi sur l'instruction publique ou le régime pédagogique ?

- 2) **M. Bonnardel (Granby) – 6 juin 2014**
Au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

Granby accuse un déficit majeur en matière de logements sociaux et se situe à la 20^e et dernière position en termes de nombre de logements sociaux par 1 000 habitants, comparativement aux autres villes de taille similaire. Plus de 370 personnes sont présentement sur la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation (OMH) de Granby afin d'avoir accès à un logement social. Les organismes membres du Groupe actions logement-habitation (GAL-H) estiment que l'offre de logements sociaux à Granby devrait être au moins doublée (600 unités) afin de répondre à la demande.

Ce déficit de logements sociaux à Granby se traduit par une forte proportion de ménages qui consacrent plus de 30 % de leur revenu à leurs frais de loyer, atteignant même 44 % au centre-ville et 40 % dans le secteur du centre commercial Les Galeries de Granby. Les demandes d'hébergement d'urgence et d'aide alimentaire auprès des organismes granbyens ont connu un bond spectaculaire au cours des dernières années. Notamment, le Partage Notre-Dame a connu une augmentation de dîneurs de 78 % entre 2011 et 2012 et Moisson Granby (SOS dépannage) a noté une augmentation annuelle de 20 % au cours des cinq dernières années.

Qu'est-ce que le ministre prévoit faire en matière de développement de logements sociaux et est-ce qu'il entend répondre de manière prioritaire aux localités comme Granby qui ont proportionnellement moins de logements sociaux ?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS